

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2708

[2004/201169]

**18 FEVRIER 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif au remboursement des frais encourus par les membres de l'inspection de l'enseignement
dans le cadre de leurs fonctions**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret-programme du 17 décembre 2003 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le recouvrement des créances, la RTBF, les experts et les commissaires aux comptes du Gouvernement, l'école d'administration publique de la Communauté française, l'ETNIC, l'aliénation des immeubles domaniaux appartenant à la Communauté française, les institutions universitaires, les statuts des personnels de l'enseignement, les centres psycho-médico-sociaux, les centres de vacances, le sport, l'éducation permanente et les infrastructures culturelles, notamment l'article 43;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné, le 06 janvier 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 janvier 2004;

Vu le protocole de négociation du Comité de Secteur IX du 22 janvier 2004;

Vu l'urgence motivée par le fait :

- qu'à plusieurs reprises l'Inspection des Finances a fait remarquer que les indemnités kilométriques et de séjours des Inspecteurs pédagogiques nécessitent la mise en place d'une base juridique clairement identifiable;
- qu'il importe en effet de combler cette lacune juridique et par là-même d'harmoniser le remboursement des frais des Inspecteurs pédagogiques des différents niveaux de manière à respecter au mieux le principe constitutionnel d'égalité de traitement;
- que le principe d'annuité budgétaire implique une entrée en vigueur du nouveau mécanisme un 1^{er} janvier;
- et qu'au vu de ces considérations, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française proposé ce jour doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2004 tout comme l'article 43 du décret-programme précité en exécution duquel il est pris;

Vu l'avis 36.507/2 du Conseil d'Etat donné le 09 février 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique,

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 18 février 2004 :

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, la Communauté française prend en charge, selon les conditions fixées par le présent arrêté, la couverture des frais de parcours, des frais de séjours et des frais autres, encourus dans l'exercice de leur fonction par les inspecteurs des centres psycho-médico-sociaux, de l'Enseignement maternel, primaire et fondamental, de l'Enseignement secondaire, de l'Enseignement spécial, de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale, de l'Enseignement artistique, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o corps d'inspection : l'ensemble des inspecteurs dont les missions sont coordonnées par un ou plusieurs membres du personnel d'inspection, appelés chefs de corps;

2^o chef de corps :

a) les inspecteurs coordonnateurs ou, à défaut, les inspecteurs comptant la plus grande ancienneté de fonction, en ce qui concerne le corps d'inspection des centres psycho-médico-sociaux;

b) l'inspecteur coordonnateur ou, à défaut, l'inspecteur comptant la plus grande ancienneté de fonction, en ce qui concerne le corps d'inspection de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire organisé par la Communauté française;

c) l'inspecteur général ou, à défaut, l'inspecteur comptant la plus grande ancienneté de fonction, en ce qui concerne le corps d'inspection de l'Enseignement maternel, l'enseignement primaire et l'enseignement fondamental ordinaires subventionnés par la Communauté française;

d) l'inspecteur général ou, à défaut, l'inspecteur comptant la plus grande ancienneté de fonction, en ce qui concerne le corps d'inspection de l'enseignement secondaire pour les cours généraux et le personnel auxiliaire d'éducation;

e) l'inspecteur général ou, à défaut, l'inspecteur comptant la plus grande ancienneté de fonction, en ce qui concerne le corps d'inspection de l'enseignement secondaire pour les cours techniques, spéciaux et de pratique professionnelle;

f) l'inspecteur coordonnateur ou, à défaut, l'inspecteur comptant la plus grande ancienneté de fonction, en ce qui concerne le corps d'inspection de l'enseignement spécial,

g) l'inspecteur coordonnateur ou, à défaut, l'inspecteur comptant la plus grande ancienneté de fonction, en ce qui concerne le corps d'inspection de l'enseignement supérieur;

h) l'administrateur pédagogique ou, à défaut, l'inspecteur comptant la plus grande ancienneté de fonction, en ce qui concerne le corps d'inspection de l'enseignement de promotion sociale;

i) l'inspecteur désigné à cette fin et comptant la plus grande ancienneté de fonction, en ce qui concerne le corps d'inspection de l'enseignement artistique.

3^o Administrateur général : l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

CHAPITRE II. — *Du remboursement des frais de parcours*

Art. 3. Les frais de parcours des inspecteurs résultant des déplacements effectués pour les besoins de leurs fonctions sont couverts dans les formes et dans les conditions du présent arrêté.

Tout déplacement est subordonné à une autorisation du chef de corps sur avis, le cas échéant, de l'Inspecteur principal. Cette autorisation peut être générale lorsque les intéressés sont appelés à se déplacer régulièrement.

Art. 4. En principe, chaque déplacement doit se faire à l'aide du moyen de transport le moins onéreux, il peut néanmoins être dérogé à ce principe si l'intérêt du corps d'inspection l'exige et moyennant une autorisation du chef de corps.

Les inspecteurs sont autorisés à utiliser leur véhicule personnel dans le cadre des déplacements que leurs fonctions leur imposent.

Art. 5. Les frais de parcours tels que visés dans le présent chapitre couvrent :

1° les dépenses liées aux quotas kilométriques octroyés individuellement à chaque inspecteur par le chef de corps en fonction de leurs besoins respectifs. Cet octroi est soumis à l'approbation de l'Administrateur général ou de son délégué;

2° les abonnements aux transports en commun;

3° les frais de parking;

4° l'indemnisation des frais de parcours automobile effectués au-delà du quota kilométrique visé au 1°.

Art. 6. La somme globale affectée aux frais de parcours est établie en multipliant le nombre d'inspecteurs, exprimé en charges complètes, par 18 000 et par 0,248 EUR

Art. 7. Une indemnité kilométrique forfaitaire de 0,248 EUR est prise en compte pour l'application de l'article 5, 1°. L'indemnité applicable à l'article 5, 4°, est de 0,150 EUR.

Ces indemnités kilométriques peuvent être revues tous les deux ans, à la date du 1^{er} juillet, par le Ministre qui a les Statuts des Personnels de l'Enseignement dans ses attributions.

CHAPITRE III. — *Du remboursement des frais de séjour*

Art. 8. Les membres des corps d'inspection astreints à se déplacer dans l'exercice de leur fonction ont droit au remboursement de leurs frais de séjour dans les formes et les conditions prévues par le présent arrêté.

Il y a lieu d'entendre par :

- **Séjour :** les déplacements d'une durée supérieure à 8 heures et effectués au-delà d'un rayon de 25 kilomètres de la résidence administrative. Celle-ci est fixée à l'endroit où l'inspecteur réside. Toutefois, elle peut être fixée par l'Administrateur général, sur demande d'un inspecteur, à l'endroit où celui-ci travaille le plus souvent.

La résidence administrative des inspecteurs généraux est fixée à Bruxelles.

- **Demi-séjour :** les déplacements d'une durée supérieure à 5 heures et inférieure à 8 heures, effectués au-delà d'un rayon de 25 kilomètres de la résidence administrative.

Art. 9. Lorsqu'il est fait usage d'un moyen de transport en commun, la durée des déplacements est comptée depuis le départ du véhicule à l'aller jusqu'à l'heure officielle d'arrivée de celui-ci au retour.

Art. 10. Une indemnité pour la nuit est attribuée chaque fois que les membres des corps d'inspection sont dans l'obligation de loger hors de leur résidence. Celle-ci ne peut être cumulée avec l'indemnité de séjour.

Art. 11. La somme globale affectée aux frais de séjour, de demi-séjour et aux indemnités pour la nuit, qui constitue un plafond budgétaire, est établie en multipliant le nombre d'inspecteurs, exprimé en charges complètes, par le montant de 1.635,00 EUR.

Par corps d'inspection, le nombre annuel global de séjour, de demi-séjour et d'indemnités pour la nuit tels que visés ci-dessus ne peut dépasser une moyenne de 135 par inspecteur.

L'indemnisation s'effectue, sur base de déclarations de créance et selon les conditions reprises au tableau ci-dessous.

NOMBRE DE SEJOURS/NUITS	MONTANTS FORFAITAIRES
Logement gratuit	16,3882 EUR/nuit
Logement aux frais de l'agent	33,3965 EUR/nuit
½ séjour	3,1404 EUR/jour
de 1 à 59	13, 2214 EUR/séjour.
entre 60 et 85	965, 00 EUR
entre 86 et 110	1.300 EUR
entre 111 et 135	1.635,00 EUR
à partir de 136	1.965,00 EUR

Le montant visé à l'alinéa 1^{er}, la moyenne visée à l'alinéa 2 et les montants forfaitaires repris au tableau ci-dessus peuvent être revus tous les deux ans, à la date du 1^{er} juillet, par le Ministre qui a les Statuts des Personnels de l'Enseignement dans ses attributions.

Art. 12. Le droit au remboursement des frais de séjour n'est pas ouvert lorsque l'intéressé bénéficie gracieusement d'un repas sur le lieu de son déplacement.

Art. 13. Sans préjudice d'autres dispositions, dans le cadre du présent arrêté les déplacements effectués par les inspecteurs en dehors du territoire belge donnent uniquement lieu à des remboursements de la dépense réelle effectuée par les intéressés sur production de déclarations de créance et selon les modalités fixées au chapitre V.

CHAPITRE IV. — *Du remboursement des frais autres*

Art. 14. Les membres des corps d'inspection ont droit au remboursement de leurs frais autres dans les formes et les conditions prévues par le présent arrêté.

Il y a lieu d'entendre par frais autres, les frais qui comprennent notamment les dépenses exposées personnellement par les membres des corps d'inspection relatives aux communications téléphoniques, à l'utilisation du téléfax, à l'utilisation de l'Internet, au petit matériel de bureau ainsi qu'à l'achat de documentations de caractère pédagogique.

Art. 15. La somme globale affectée aux frais autres est établie en multipliant le nombre d'inspecteurs, exprimé en charges complètes, par un montant de 750,00 EUR. Ce montant peut être revu tous les deux ans, à la date du 1^{er} juillet, par le Ministre qui a les Statuts des Personnels de l'Enseignement dans ses attributions.

Cet octroi est soumis à l'approbation de l'Administrateur général ou de son délégué.

La part ainsi déterminée constitue un plafond budgétaire. Elle couvre les dépenses de fonctionnement des inspecteurs selon des besoins qui leur sont individuellement reconnus et moyennant le respect des procédures d'autorisation préalable du chef de corps.

CHAPITRE V. — *Modalités de paiement*

Art. 16. Tous les frais donnant lieu à remboursement font l'objet de déclarations de créance certifiées sincères et, le cas échéant, dûment assorties de pièces justificatives. Ces déclarations sont visées et contrôlées par les chefs de corps sur avis, le cas échéant, de l'Inspecteur principal. Ce contrôle porte sur la réalité et le bien-fondé des dépenses.

Pour les mois de janvier à novembre, les déclarations de créance sont introduites auprès de la cellule administrative visée à l'article 17, au plus tard à la fin du mois qui suit celui au cours duquel la créance est née. Les créances relatives au mois de décembre sont introduites, au plus tard, à la fin des vacances scolaires d'hiver. En cas d'introduction tardive, les créances sont frappées de nullité.

Art. 17. Une cellule administrative, placée sous l'autorité de l'Administrateur général ou de son délégué, est chargée de vérifier si les conditions prévues au présent arrêté sont respectées et de mettre les créances en liquidation.

Art. 18. Les plafonds budgétaires visés aux chapitres II, III et IV sont d'application impérative. Ils ne peuvent être dépassés sauf compensation intégrale opérée moyennant l'accord de l'Administrateur général ou de son délégué, par corps d'inspection, entre les parts de leurs enveloppes budgétaires affectées respectivement aux frais de parcours, aux frais de séjour et aux frais autres.

Art. 19. Sans préjudice de l'application éventuelle de mesures disciplinaires, l'Administrateur général ou son délégué dispose de la faculté de refuser le remboursement des frais visés par le présent arrêté s'il est constaté que les bénéficiaires abusent des droits qui leur sont reconnus par ce même arrêté.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 20. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juillet 1991 relatif à la fixation des indemnités forfaitaires annuelles pour frais de parcours et de séjour des inspecteurs principaux et cantonaux de l'enseignement primaire est abrogé.

Art. 21. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2004.

Art. 22. Le Ministre ayant les Statuts des Personnels de l'Enseignement dans ses compétences est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 février 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,

Ch. DUPONT

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2708

[2004/201169]

18 FEBRUARI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de terugbetaling van de kosten die de leden van de onderwijsinspectie bij de uitoefening van hun ambt hebben gemaakt

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het programmadecreet van 17 december 2003 houdende verscheidene maatregelen inzake begrotingsfondsen, inning van schuldvorderingen, de RTBF, de deskundigen en commissarissen der rekeningen van de Regering, de "Ecole d'Administration publique" (School voor Overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap, het ETNIC, de vervreemding van onroerende domeingoederen die tot de Franse Gemeenschap behoren, de universitaire instellingen, de statuten van het onderwijspersoneel, het onderwijs, de psycho-medisch-sociale centra, de vakantiecentra, de sport, de permanente opvoeding en de culturele infrastructuur, inzonderheid op artikel 43;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 januari 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 januari 2004;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van sectorcomité IX van 22 januari 2004;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid :

dat de Inspectie van Financiën herhaaldelijk liet opmerken dat de kilometer- en verblijfsvergoedingen van de onderwijsinspecteurs het opstellen van een duidelijke identificeerbare juridische basis noodzakelijk maakte;

dat het immers van belang is in die juridische leemte te voorzien en zo de terugbetaling van de kosten van de onderwijsinspecteurs van de verschillende niveaus te harmoniseren zodat het grondwettelijk beginsel van gelijkheid van behandeling het best wordt nageleefd;

dat het beginsel van begrotingsannualiteit de inwerkingtreding van het nieuwe proces op 1 januari tot gevolg heeft; en dat het vandaag voorgestelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap, gezien die overwegingen, op 1 januari 2004 in werking moet treden zoals artikel 43 van het voormelde programmadecreet ter uitvoering waarvan het genomen is;

Gelet op het advies 36.507/2 van de Raad van State, gegeven op 9 februari 2004 met toepassing van artikel 84, § 3, lid 1, 2°;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken,

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 februari 2004,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten draagt de Franse Gemeenschap, volgens de door dit besluit bepaalde voorwaarden, de reiskosten, de verblijfkosten en andere kosten die bij de uitoefening van hun ambt werden gemaakt door de inspecteurs van de psycho-medisch-sociale centra, het kleuter-, lager- en basisonderwijs, het secundair onderwijs, het buitengewoon onderwijs, het hoger onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie, het kunstonderwijs, door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° inspectiekorps : alle inspecteurs wier opdrachten gecoördineerd worden door een of meer personeelsleden van de inspectiedienst, korpschefs genoemd;

2° korpschef :

a) de coördinerend inspecteur of, bij gebrek eraan, de inspecteurs met de grootste ambtsanciënniteit wat betreft het inspectiekorps van de psycho-medisch-sociale centra;

b) de coördinerend inspecteur of, bij gebrek eraan, de inspecteur met de grootste ambtsanciënniteit wat betreft het inspectiekorps van het kleuteronderwijs en het lager onderwijs, door de Franse Gemeenschap georganiseerd;

c) de inspecteur-generaal of, bij gebrek eraan, de inspecteur met de grootste ambtsanciënniteit wat betreft het inspectiekorps van het kleuteronderwijs, het lager onderwijs en het gewoon basisonderwijs, door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd;

d) de inspecteur-generaal of bij gebrek eraan, de inspecteur met de grootste ambtsanciënniteit wat betreft het inspectiekorps van het secundair onderwijs voor de algemene vakken en het opvoedend hulp personeel;

e) de inspecteur-generaal of, bij gebrek eraan, de inspecteur met de grootste ambtsanciënniteit wat betreft het inspectiekorps van het secundair onderwijs voor de technische en bijzondere vakken en vakken voor beroepspraktijk;

f) de coördinerend inspecteur of, bij gebrek eraan, de inspecteur met de grootste ambtsanciënniteit wat betreft het inspectiekorps van het buitengewoon onderwijs;

g) de coördinerend inspecteur of, bij gebrek eraan, de inspecteur met de grootste ambtsanciënniteit wat betreft het inspectiekorps van het hoger onderwijs;

h) de pedagogische administrateur of, bij gebrek eraan, de inspecteur met de grootste ambtsanciënniteit wat betreft het inspectiekorps van het onderwijs voor sociale promotie;

i) de inspecteur daartoe aangesteld en met de grootste ambtsanciënniteit wat betreft het inspectiekorps van het kunstonderwijs.

3° Administrateur-generaal : de administrateur-generaal van het algemeen bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

HOOFDSTUK II. — *Terugbetaling van de reiskosten*

Art. 3. De reiskosten van de inspecteurs die voortvloeien uit de verplaatsingen bij de uitoefening van hun ambt worden in de vorm en onder de voorwaarden van dit besluit gedekt.

Elke verplaatsing is afhankelijk van een toestemming van de korpschef, op eventueel advies van de hoofdinspecteur. Deze toestemming kan algemeen worden wanneer de betrokkenen zich regelmatig moeten verplaatsen.

Art. 4. In principe, moet elke verplaatsing met het goedkoopste vervoermiddel gebeuren; nochtans mag van dat principe worden afgeweken als dit in het belang van het inspectiekorps vereist is en mits een toestemming van de korpschef.

De inspecteurs mogen hun eigen voertuig gebruiken in het kader van de verplaatsingen die de uitoefening van hun ambt noodzakelijk maakt.

Art. 5. De reiskosten zoals bedoeld in dit hoofdstuk dekken :

1° de uitgaven in verband met de kilometercontingenten die de korpschef aan iedere inspecteur individueel toestaat naargelang van zijn respectieve behoeften. Deze toekenning wordt aan de Administrateur-generaal of zijn afgevaardigde ter goedkeuring voorgelegd;

2° de abonnementen voor de gemeenschappelijke vervoermiddelen;

3° de parkeerkosten;

4° de vergoeding van de reiskosten hoger dan het kilometercontingent in 1° bedoeld, gemaakt met het individuele vervoermiddel;

Art. 6. Het totale bedrag voor de reiskosten bestemd wordt bepaald door de vermenigvuldiging van het aantal inspecteurs, in volledige opdrachten uitgedrukt, met 18 000 en met 0,248 EUR.

Art. 7. De forfaitaire kilometervergoeding van 0,248 EUR wordt in aanmerking genomen voor de toepassing van artikel 5, 1°. De vergoeding van toepassing op artikel 5, 4°, bedraagt 0,150 EUR.

Die kilometervergoedingen kunnen om de twee jaar op 1 juli door de Minister tot wiens bevoegdheid de Statuten van het Onderwijspersoneel behoren, herzien worden.

HOOFDSTUK III. — *Terugbetaling van de verblijfkosten*

Art. 8. De leden van het inspectiekorps die zich bij het uitoefenen van hun ambt moeten verplaatsen, hebben recht op de terugbetaling van hun verblijfkosten in de vorm en onder de voorwaarden door dit besluit bepaald.

Er moet worden verstaan onder :

- **Verblijf** : de verplaatsingen langer dan 8 uur en die zich verder dan een straal van 25 kilometer vanaf de administratieve standplaats uitbreiden. Die wordt gevestigd waar de verblijfplaats van de inspecteur zich bevindt. De Administrateur-generaal kan evenwel, op verzoek van een inspecteur, die standplaats vestigen waar hij het vaakst werkt.

De administratieve standplaats van de inspecteurs-generaal is in Brussel gevestigd.

- **Half verblijf** : de verplaatsingen langer dan 5 uur en korter dan 8 uur en die zich verder dan een straal van 25 kilometer vanaf de administratieve standplaats uitbreiden.

Art. 9. Wanneer er gebruik gemaakt wordt van een openbaar vervoermiddel, wordt de duur van de verplaatsingen sinds het vertrek van het voertuig op de heenweg tot het officiële uur van zijn terugkeer berekend.

Art. 10. Een nachtvergoeding wordt verleend telkens als de leden van het inspectiekorps verplicht worden buiten hun verblijfplaats te logeren. Die mag niet met de verblijfsvergoeding samengevoegd worden.

Art. 11. Het totale bedrag voor de verblijfkosten, de kosten voor half verblijf en de nachtvergoedingen, dat een begrotingsplafond vormt, wordt bepaald door de vermenigvuldiging van het aantal inspecteurs, uitgedrukt in volledige opdrachten, met het bedrag van 1.635,00 EUR.

Per inspectiekorps kan het totale aantal verblijven, halve verblijven en nachtvergoedingen per jaar zoals boven bedoeld niet een gemiddelde van 135 per inspecteur overschrijden.

De vergoeding wordt uitgevoerd op basis van schuldvorderingen en volgens de voorwaarden in de onderstaande tabel weergegeven.

Aantal verblijven/nachten	Forfaitaire bedragen
Kosteloos logies	16,3882 EUR/nacht
Logies op kosten van het personeelslid	33,3965 EUR/nacht
½ verblijf	3,1404 EUR/dag
van 1 tot 59	13,2214 EUR/verblijf.
tussen 60 en 85	965, 00 EUR
tussen 86 en 110	1.300 EUR
tussen 111 en 135	1.635,00 EUR
vanaf 136	1.965,00 EUR

Het bedrag in het eerste lid bedoeld, het gemiddelde in het tweede lid bedoeld en de forfaitaire bedragen in de bovenstaande tabel weergegeven, kunnen om twee jaar op 1 juli door de Minister tot wiens bevoegdheid de Statuten van het Onderwijspersoneel behoren, herzien worden.

Art. 12. Het recht op terugbetaling van de verblijfkosten wordt niet verleend als de betrokkene een maaltijd kosteloos krijgt op de plaats van zijn verplaatsing.

Art. 13. Onverminderd andere bepalingen, in het kader van dit besluit, geven de verplaatsingen van de inspecteurs buiten het Belgische grondgebied slechts aanleiding tot terugbetaling van de werkelijke uitgaven van de betrokkenen op vertoon van schuldvorderingen en volgens de modaliteiten in hoofdstuk V bedoeld.

HOOFDSTUK IV. — *Terugbetaling van andere kosten*

Art. 14. De leden van het inspectiekorps hebben recht op de terugbetaling van hun andere kosten in de vorm en onder de voorwaarden door dit besluit bepaald.

Onder andere kosten dient te worden verstaan, de kosten houdende inzonderheid de uitgaven door de leden van het inspectiekorps persoonlijk gemaakt en betreffende de telefoonverbindingen, het gebruik van de fax, het gebruik van het Internet, de kleine kantoormaterialen en de aankoop van documentatiemateriaal van pedagogische aard.

Art. 15. Het totale bedrag voor de andere kosten bestemd wordt bepaald door de vermenigvuldiging van het aantal inspecteurs, uitgedrukt in volledige opdrachten, met het bedrag van 750,00 EUR. Dit bedrag kan om de twee jaar op 1 juli door de Minister tot wiens bevoegdheid de Statuten van het Onderwijspersoneel behoren, herzien worden.

Deze toekenning wordt aan de Administrateur-generaal of zijn afgevaardigde ter goedkeuring voorgelegd.

Het deel zo bepaald vormt een begrotingsplafond. Het dekt de werkinguitgaven van de inspecteurs volgens behoeften hun persoonlijk erkend en mits de naleving van de procedures voor een voorafgaande toestemming van de korpschef.

HOOFDSTUK V. — *Nadere regels voor de uitbetaling*

Art. 16. Al de kosten die aanleiding geven tot een terugbetaling zijn het voorwerp van schuldvorderingen voor echt verklaard en eventueel behoorlijk voorzien van bewijsstukken. Die vorderingen worden door de korpschefs geïnviseerd en nagegaan op eventueel advies van de hoofdinspecteur. Dit toezicht betreft de werkelijkheid en de gegrondheid van de uitgaven.

Van januari tot november, worden de schuldvorderingen ingediend bij de administratieve cel in artikel 17 bedoeld uiterlijk aan het einde van de maand na die van het ontstaan van de schuld. De schulden van de maand december worden op zijn laatst aan het einde van de winterschoolvakantie ingediend. In geval van late indiening worden de schuldvorderingen nietig verklaard.

Art. 17. Een administratieve cel, onder het gezag van de Administrateur-generaal of zijn afgevaardigde geplaatst, moet nagaan of de voorwaarden in dit besluit bepaald nageleefd worden en moet voor de vereffening van de schulden zorgen.

Art. 18. De begrotingsplafonds in de hoofdstukken II, III, en IV bedoeld hebben een gebiedende toepassing. Ze mogen niet worden overschreden behalve volledige compensatie mits de toestemming van de Administrateur-generaal of zijn afgevaardigde, per inspectiekorps, tussen de delen van hun begrotingskredieten respectievelijk voor de reiskosten, de verblijfkosten en de andere kosten bestemd.

Art. 19. Onverminderd de eventuele toepassing van tuchtsancties, heeft de Administrateur-generaal of zijn afgevaardigde de bevoegdheid om de terugbetaling van de kosten door dit besluit bepaald te weigeren als vastgesteld wordt dat de begunstigden misbruik maken van de rechten door dit besluit toegekend.

HOOFDSTUK VI. — *Ophettings- en slotbepalingen*

Art. 20. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1991 betreffende de bepaling van jaarlijkse forfaitaire vergoedingen voor de reis- en verblijfkosten van de hoofdinspecteurs en de kantonale inspecteurs van het basisonderwijs wordt opgeheven.

Art. 21. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2004.

Art. 22. De Minister tot wiens bevoegdheid de Statuten van het Onderwijspersoneel behoren, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 februari 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
Ch. DUPONT

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2709

[C - 2004/27101]

27 MAI 2004. — Décret relatif au Livre I^{er} du Code de l'Environnement (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Les dispositions qui suivent forment la partie décrétable du livre I^{er} du Code de l'Environnement :

« LIVRE I^{er}. — Dispositions communes et générales

PARTIE I^{er}. — PRINCIPES DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT ET DEFINITIONS GENERALES

Titre I^{er}. — Principes

Article 1^{er}. L'environnement et, notamment, les espaces, paysages, ressources et milieux naturels, l'air, le sol, l'eau, la diversité et les équilibres biologiques font partie du patrimoine commun des habitants de la Région wallonne et sous-tendent son existence, son avenir et son développement.

La politique environnementale de la Région repose sur le principe d'action préventive, selon lequel il convient de prévenir un dommage plutôt que d'avoir à le réparer.

Art. 2. La Région et les autres autorités publiques, chacune dans le cadre de ses compétences et en coordination avec la Région, sont gestionnaires de l'environnement et garants de sa préservation et, si nécessaire, de sa restauration.

Toute personne veille à la sauvegarde et contribue à la protection de l'environnement.

Les exigences visées à l'alinéa 2 sont intégrées dans la définition et la mise en œuvre des autres politiques de la Région.

Art. 3. La politique environnementale de la Région s'inspire également des trois principes suivants :

1° le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitude scientifique ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût socialement et économiquement acceptable;

2° le principe du pollueur-payeur, selon lequel les coûts induits par l'adoption de mesures de prévention, de réduction et de lutte contre la pollution sont assumés par le pollueur;

3° le principe de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement.

Art. 4. Le droit d'accès à l'information relative à l'environnement détenue par les autorités publiques est assuré à toute personne, physique ou morale, sans qu'elle soit obligée de faire valoir un intérêt.

Les autorités publiques diffusent et mettent à la disposition du public les informations relatives à l'environnement qu'elles détiennent.

Art. 5. L'éducation et la formation à l'environnement contribuent à l'exercice des droits et devoirs énoncés au présent titre.

La Région tient compte, dans l'élaboration de sa politique environnementale, des données techniques et scientifiques disponibles. La recherche scientifique et le développement des connaissances doivent apporter leur concours à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement.

Titre II. — Définitions

Art. 6. Au sens du présent Code, il faut entendre par :

1° « CWATUP » : le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

2° « déclaration » : l'acte visé à l'article 1^{er}, 2°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;